

che, monsieur l'Orateur, ceux qui critiquent notre programme, parce que, prétendent-ils, ce programme sacrifie les intérêts de notre pays natal aux intérêts de l'empire. Il y a là les deux extrêmes. Ils sont là siégeant côte à côte et soufflant le chaud et le froid. Jusqu'à présent je me suis efforcé de répondre à ceux qui soufflent le chaud. Qu'il me soit maintenant permis de dire un mot à ceux qui soufflent le froid. Ai-je besoin de dire que cela s'applique principalement à l'honorable député de Jacques-Cartier et à ceux qui pensent comme lui sur cette question?

L'argument qu'ils emploient dans la province de Québec, est d'affirmer que notre attitude est inopportune au moment actuel, que notre intervention n'est pas nécessaire, que nous prenons le pays par surprise, que nous n'avons pas de mandat pour cela. Est-il possible, monsieur l'Orateur, qu'un pareil argument soit entendu en cette Chambre? Est-ce que ces gens ont été endormis depuis huit ans? Avons-nous affaire à des Rip Van Winkles? Dois-je appeler leur attention sur le programme que nous avons exposé, qui a été communiqué à la Chambre et au peuple et qui depuis huit ans est devant le peuple canadien? A la conférence de 1902, nous avons déposé le document suivant sur le bureau:

A présent, les dépenses du Canada pour le service de sa défense sont limitées à l'organisation militaire. Le gouvernement canadien est prêt à considérer également le côté naval de la défense.

Sur les côtes maritimes du Canada, il y a un grand nombre d'hommes admirablement doués sous le rapport des aptitudes requises pour former une réserve navale, et il est à espérer que dans un avenir peu éloigné on pourra élaborer un système qui permettra de donner à ces hommes l'entraînement nécessaire pour que leurs services soient rendus disponibles pour la défense en cas de besoin. En terminant, les ministres répètent que tout en étant obligés de repousser les mesures proposées, ils reconnaissent pleinement l'obligation de la part du Dominion de faire, pour les fins de la défense, des dépenses proportionnées à la population et à la richesse croissantes du pays. Ils consentent à ce que ces dépenses soient faites de manière à soulager le contribuable de la mère patrie d'une partie des fardeaux qu'il supporte maintenant et ils ont le plus vif désir de mettre à exécution leur projet de défense concurremment avec les autorités impériales, et selon les conseils d'officiers expérimentés du service impérial, en tant que cela sera compatible avec le principe de l'autonomie des gouvernements locaux, principe qui a tant contribué à favoriser l'unité impériale.

Ce document est devant le peuple canadien depuis huit ans, et l'on nous dit dans la province de Québec que ce programme de notre part est une innovation. Le Canada a fait des progrès depuis 1902. Nous avons dit en 1902 qu'à mesure que le Ca-

nada croîtrait en richesse et en population, nous augmenterions nos moyens de défense. En 1902, la population du Canada était de 5,400,000 âmes; en 1910, la population du Canada est d'au moins 7,400,000 âmes. En 1902, le revenu du Canada était de \$58,000,000; en 1910, le revenu du Canada est d'au moins \$100,000,000. Nous croyons donc que le temps est arrivé où, comme nous l'avions promis en 1902, nous devrions faire un pas en avant, et c'est ce que nous faisons. Sur ce point, on peut différer d'opinion, bien qu'à mon sens il devrait y avoir unanimité; mais lorsqu'on vient nous dire que cela est quelque chose d'inusité, que c'est un nouveau programme, c'est tout simplement se moquer du sens commun. Mais ce n'est pas tout.

On a pris une autre attitude. On prétend que la marine militaire est tout à fait inutile; qu'on n'en a nul besoin. Pourquoi demandons-nous au Parlement de créer cette marine? Tout simplement parce que cela est devenu une nécessité de notre condition et du rang que nous avons atteint comme nation. Ces messieurs oublient-ils que, comme je l'ai dit il y a un instant, le revenu du Canada est aujourd'hui de \$100,000,000 et que la population dépasse 7,000,000? Oublient-ils que notre pays s'étend d'un océan à l'autre et de la frontière des Etats-Unis jusqu'à l'océan Arctique, non seulement sur la carte, mais dans des colonies réelles et qui vont toujours en augmentant? Oublient-ils que sur la côte du Pacifique surgissent des villes qui bientôt rivaliseront en force et en richesse avec les villes de l'est, que la ville de Vancouver a aujourd'hui une population de 100,000 âmes, et la ville de Victoria, une population de 40,000 âmes? Oublient-ils que Prince-Rupert progresse rapidement et sera bientôt au premier rang? Oublient-ils que nous avons des mines d'or sous le cercle arctique. Oublient-ils que le Canada grandit comme un jeune colosse, tout simplement grâce au sang généreux qui gonfle ses veines? Nous dira-t-on en pareilles circonstances que nous n'avons pas besoin d'une marine? Mais, monsieur l'Orateur, autant vaudrait dire aux gens de Montréal, dont la population est d'un demi-million, qu'ils n'ont pas besoin d'un service de police.

Mais ce n'est pas tout: il y a encore quelque chose à dire, et l'attitude prise par les députés de la gauche lorsqu'ils parlent dans la province de Québec est celle-ci: que nous ne devons pas risquer un seul homme, pas un seul dollar pour le maintien de la suprématie britannique sur mer. L'an dernier, nous avons déclaré que nous devions nous efforcer et que nous nous efforcerions de maintenir cette suprématie. On nous dit dans la province de Québec que nous ne devons pas risquer un seul dollar ni

Sir WILFRID LAURIER.